



99 bis Ave du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

02 avril 2014

Non à l'accord transatlantique USA - Europe

L'agriculture française gravement menacée

Les élections municipales ont permis d'entretenir le black-out sur les enjeux considérables des élections européennes du 25 mai. Enjeux liés à la négociation menée entre l'Union européenne et les Etats-Unis en vue de la conclusion d'un accord de libre-échange entre ces deux blocs d'ici 2015. Négociation menée dans le plus grand secret, depuis juillet 2013, suite aux échecs de l'AMI en 1997 et au Cycle de Doha (2001-2006), toujours dans le même objectif : libéraliser complètement les échanges commerciaux pour le plus grand profit des capitalistes occidentaux.

Le capitalisme mondialisé a toujours besoin d'espaces plus vastes pour accroître ses profits en pillant les pays, en abaissant toujours plus le coût du travail.

Pour développer leurs profits, les groupes capitalistes américains s'organisent dans le cadre de multiples traités et organisations visant à étendre leur influence en particulier en Europe.

Avec l'assentiment du gouvernement français, par la voix des socialistes Nicole Bricq et Laurent Fabius, cet accord ne fait l'objet d'aucun mandat public confié à la Commission européenne, partenaire des Etats-Unis. Il s'agit d'un véritable coup d'état institutionnel.

Exigé par les investisseurs, ce traité répond, au moins, à deux objectifs :

➤ **Toute entrave au libre-échange doit être laminée** : disparition des droits de douane, suppression de tous les contrôles, sanitaires ou autres, de tous les codes juridiques (celui du travail par exemple), de toutes les lois qui limiteraient la sacro-sainte et unique loi du capitalisme, celle de la recherche sans limites du profit maximum.

➤ **Les choix des grands groupes multinationaux ont force de loi**, bien au-dessus des souverainetés nationales. En cas de litige entre un État ou une collectivité territoriale, et un groupe capitaliste, c'est un **tribunal arbitral privé** qui tranchera, émettant des « avis », à huis-clos, sans débat et sans appel ! **Ainsi**

un groupe peut assigner un Etat, une Région, une Commune etc., au motif que ses profits sont inférieurs à ceux escomptés. L'état ou autre, sera donc condamné à lever l'obstacle incriminé, à verser dommages et intérêts au groupe et même au cas où il gagnerait c'est toujours lui qui sera redevable des frais judiciaires. C'est à dire que, dans tous les cas de figure, le capital fait encore les poches du peuple.

Ce type d'accord existe déjà. L'ALENA, cet accord de libre échange Nord-américain créé en 1997, regroupe les USA, le Mexique, le Canada. Son application a très rapidement entraîné le marasme complet de l'agriculture mexicaine.

Les conséquences apparaissent redoutables dans le domaine agricole. Elles se situent à plusieurs niveaux.

Le rabotage voire l'élimination des droits de douane entre les États-Unis et l'Union Européenne sur les produits agricoles livrerait de plein fouet notre agriculture à une concurrence qu'elle ne peut évidemment pas soutenir.

D'une part les structures foncières sont incomparables, si aux Etats Unis la superficie moyenne des exploitations est de 170 ha, elle n'est que de 13 ha en Europe. D'autre part, on compte 57 emplois pour 1000 ha aux Etats-Unis contre 6 en Europe. Sachant qu'en outre, ces travailleurs agricoles états-uniens sont soumis à des salaires de misère et sans aucune protection sociale, on peut s'attendre à un afflux massif de produits agricoles américains sur le marché européen.

C'est le triomphe d'une production super-intensive industrialisée à outrance qui se profile; une rentabilité immédiate, c'est exactement ce que veulent les investisseurs internationaux, les critères sociaux ou environnementaux sont les cadets de leurs soucis.

Un autre aspect et non des moindres concerne la qualité des produits destinés à l'alimentation.

Toute norme, tout contrôle sanitaire, tout principe de précaution sont qualifiés de contraintes excessives par les capitalistes qui exigent, au nom de la productivité et sous couvert de simplification, l'abrogation de la moindre réglementation. **C'est ainsi que tout ce qui est autorisé aux États-Unis pourrait, à terme, déferler sur notre continent : bœuf aux hormones, poulet et porc chlorés, OGM et devenir la norme en Europe.**

Quand Hollande et Le Foll parlent de « verdir » notre agriculture, en feignant d'ignorer ce funeste projet, ils se moquent du peuple. Ils sont prêts à livrer notre économie aux groupes multinationaux qui sont leurs seuls maîtres. On comprend pourquoi ils tiennent tant à dissimuler ce qu'ils complotent: livrer notre potentiel agricole à des financiers dont le seul souci sera d'en tirer le profit maximal par n'importe quel moyen, y compris en sacrifiant l'activité agricole en France.

Souvenons-nous, qu'en son temps, le secrétaire général de la CGT Henri Krasucki, redoutait de voir la France devenir le « bronze-cul » de l'Europe !

Le vrai projet du capital est bien de faire exploser toutes les structures étatiques pour livrer le monde à son seul appétit.

Le silence entretenu est d'autant plus lourd que nous sommes à 1 mois et demi des élections européennes.

Communistes mène campagne contre la mainmise états-unienne sur notre pays, pour abattre le capitalisme qui écrase tous les peuples.